



Le mercredi 21 nov 2007

Des lunettes gratuites dans les écoles

[Mathieu Bélanger](#)

Le Droit

Parce que manger des carottes ne suffit pas pour assurer une bonne vue, la Fondation des maladies de l'oeil était de passage, hier, aux écoles primaires Notre-Dame et Saint-Rédempteur, dans le secteur Hull, afin de dépister les enfants qui ont des problèmes avec leur vision.

Près de 500 élèves ont été examinés par trois optométristes de la région qui ont accepté de faire le travail bénévolement. Les enfants pour qui un problème a été décelé ont reçu une invitation à prendre un rendez-vous dans un cabinet d'optométriste pour un examen plus approfondi de leurs yeux.

"Si l'enfant a besoin de lunettes et que ses parents n'ont pas les moyens, la Fondation des maladies de l'oeil, grâce à ses partenaires pourra lui en offrir une paire d'une valeur approximative de 300 \$", indique la directrice générale de la Fondation, Hélène Tremblay.

Depuis le début du programme *Participe pour voir*, en début d'année, la Fondation a visité 22 villes et 43 écoles. En tout, les enfants de 20 900 familles québécoises ont été sensibilisés à l'importance de prendre soins des yeux des enfants.

La bibliothèque de l'école Notre-Dame ressemblait à une véritable fourmilière, hier après-midi. Un à un, les élèves venaient rencontrer les optométristes. Chacun devait se soumettre à quatre tests différents.

"Nous ciblons les milieux défavorisés, note Mme Tremblay. Les gens qui n'ont pas d'argent ne vont pas chez l'optométriste parce que souvent ils ont peur de l'ordonnance. Une paire de lunettes ce n'est pas donné. Si la famille est dans l'incapacité de payer, nous allons le faire. Si nous pouvons sauver la vue d'un seul enfant au Québec ça sera déjà bien."

Les parents admissibles à l'obtention de lunettes gratuites pour leur enfant seront avisés dès la réception de la lettre les invitant à consulter un optométriste. Mme Tremblay affirme que 50 % des enfants vus par la Fondation dans le cadre de ce programme doivent être référés à un optométriste. Du nombre, la moitié auront besoin de lunettes un jour ou un autre.

La Fondation des maladies de l'oeil voit aussi dans ce programme une façon de contrer le décrochage scolaire. C'est reconnu, un problème de vision peut nuire au rendement scolaire.

"Un enfant qui ne voit pas au tableau est plus à risque de décrocher, explique Mme Tremblay. S'il a un problème de la vue, il se désintéressera très vite de la lecture et de l'écriture. L'école peut devenir beaucoup moins intéressante pour un enfant qui a de la difficulté à lire ce que le professeur écrit au tableau. À la limite, cela peut mener au décrochage. En ce sens, sensibiliser les parents à l'importance de la vue est très important."

mabelanger@ledroit.com

Le jeudi 22 nov 2007

La religion en parascolaire, comme en France

[Mathieu Perreault](#)

La Presse

Si le Québec décide d'autoriser les cours de religion en parascolaire, il se rapprochera du modèle français, qui permet notamment l'activité d'aumôniers dans les écoles publiques. Et ce, même si la France est souvent citée comme un exemple d'exclusion de la religion de l'école.

«On parle souvent du modèle français, mais, en fait, il y a une grande diversité», explique Gilles Routhier, professeur de théologie à l'Université Laval, qui a publié en 1996 un livre sur l'enseignement religieux scolaire en France, en Belgique, en Suisse, en Italie et en Espagne.

«On a l'Alsace, où le concordat est toujours en vigueur, qui a des écoles publiques confessionnelles. On a l'enseignement privé confessionnel catholique, qui est subventionné et touche jusqu'à 40% des élèves dans certains départements comme la Vendée et la Bretagne. Et il y a les aumôneries, que les paroisses peuvent installer près des lycées. Les aumôniers peuvent oeuvrer à l'intérieur de l'école si la direction donne son accord.»

Même l'horaire scolaire laisse une large part à l'enseignement religieux, selon M. Routhier. «Le congé du mercredi était à l'origine conçu pour permettre aux enfants d'aller au catéchisme.» Le gouvernement français a toutefois annoncé cet automne qu'il entendait éliminer l'école du samedi, et donc le congé du mercredi après-midi qui sert en théorie au catéchisme. Autre signe de la remise en question de la présence religieuse dans les écoles, des articles font fréquemment état d'écoles qui reviennent sur leur décision d'autoriser l'activité des aumôniers à l'intérieur de leurs murs.

Au Mouvement laïque québécois, le président, Henri Laberge, estime que le modèle français n'est pas à suivre. «Il y a tout un régime qui favorise l'Église catholique. Si on ne veut pas être discriminatoire, il faut ouvrir les portes à toutes les religions.»

Et si on ouvre les écoles à toutes les religions, comme le propose Mgr Marc Ouellet, cela introduira l'arbitraire au sein des écoles, selon M. Laberge. «Si des parents veulent avoir des cours parascolaires de l'Église de scientologie ou de Raël, sur quelle base une école pourrait-elle refuser de leur accorder des locaux?»

Ne peut-on pas voir un tel accommodement comme une manière de donner un service aux parents qui désirent que leur enfant fasse leur première communion, mais qui n'ont pas le temps de les amener à l'église suivre les cours de préparation? Après tout, une partie de la justification des cours parascolaires est de répondre à un besoin similaire des parents, pour des activités sportives et artistiques.

«La religion, ce n'est pas du tout la même chose. On a tous un corps qui peut faire du sport ou des arts, dit M. Laberge. Mais on a des religions différentes. C'est une question de priorité. Les gens qui tiennent à leur religion peuvent très bien envoyer leurs enfants à l'église, à la mosquée, à la synagogue. S'ils ne le font pas, c'est peut-être que ce n'est pas si important que ça. L'école n'a pas à leur faciliter la vie.» Selon M. Laberge, le fait que les trois quarts des Québécois font baptiser leurs enfants ne signifie nullement qu'ils soient attachés à la religion catholique - il s'agit d'une

«habitude».

La demande du cardinal Ouellet est similaire à une proposition du rapport Proulx de 1999, *Laïcité et religions - Perspectives nouvelles pour l'école québécoise*, qui a formé la base de la nouvelle approche québécoise en matière d'enseignement des religions. Le juriste José Woehrling, de la faculté de droit de l'Université de Montréal, a confirmé à *La Presse* que les cours de religion parascolaires seraient constitutionnels, en autant qu'ils soient offerts pour «toutes les religions pour lesquelles il existe une demande significative», la demande pouvant être évaluée école par école.



Le mercredi 21 nov 2007

Etes-vous d'accord avec la proposition du cardinal Ouellet de ramener la religion dans les écoles?

Écrivez-nous !

Écrivez-nous à editorial@ledroit.com

Les règles du courrier des lecteurs

1. Votre commentaire pourrait être publié dans la section des lettres aux lecteurs du journal. Insultes et insinuations sont interdites.
2. Les lettres doivent être signées par l'auteur, avec ses coordonnées complètes. Seul le nom et la ville seront publiés. Toute lettre anonyme est rejetée d'office. L'utilisation de pseudonymes est interdite.
3. Les lettres ne devraient pas dépasser environ 200 mots. Les chances de publier des lettres plus longues diminuent considérablement.
4. Pour des raisons d'espace, de concision et de compréhension, LeDroit se réserve le privilège d'éditer les lettres avant publication. LeDroit ne communiquera pas avec les correspondants dont les lettres ont été choisies, ni ne fera approuver les modifications.

Le mercredi 21 nov 2007

Les jeunes se font entendre à Sherbrooke

Presse Canadienne
Sherbrooke

Un grand nombre de jeunes ont assisté, mercredi soir, au forum des citoyens tenu à Sherbrooke par la Commission Bouchard-Taylor.

«En quoi sommes-nous brimés par les accommodements raisonnables?», s'est exclamé un jeune, Gabriel Leboeuf.

Le discours de solidarité qu'on entend souvent au Québec «est en train de faire place à de l'intolérance», a-t-il déploré.

Une très jeune fille de 13 ans, à la voix tremblante de nervosité, s'est également fait entendre à ce forum des citoyens, revendiquant le maintien des symboles religieux, comme la croix.

«Je ne veux pas qu'on enlève les symboles religieux à personne. J'ai besoin de savoir que je vais avoir mes symboles religieux à moi, qui sont catholiques. J'ai besoin de savoir que mes enfants vont savoir ce qu'une croix signifie. Ca signifie pour moi le symbole du Québec, ce n'est plus un symbole religieux, c'est un symbole québécois», a affirmé la jeune Catherine Tremblay, qui étudie dans un séminaire.

Une jeune femme musulmane, El Idrissia Habboub, qui portait le foulard, a critiqué ceux qui justement la critiquent. «Je ne comprends pas pourquoi on ne me croit pas quand je dis que le voile, je l'ai choisi», a-t-elle lancé. Et s'il y a bel et bien des femmes qui sont obligées de porter le voile, et bien qu'elles s'adressent aux tribunaux, s'est-elle exclamée.

Un autre jeune, Sébastien Baillargeon, a livré un plaidoyer pour un Québec qui n'est pas habité seulement par des Québécois de souche. Mais, du même souffle, «je veux un Québec dont la seule langue publique et la seule langue de travail est le français et ça, il n'y a aucun accommodement qui peut se faire là-dessus».

M. Antonio Rafia, arrivé au Québec il y a 20 ans, a soutenu, lui, que c'est d'abord aux immigrants de s'adapter au Québec, et non l'inverse. Il a cité en espagnol un proverbe qui dit: «là où tu vas, fais ce que tu verras».

Emploi

Michel Kinumbe a critiqué «les politiciens qui utilisent les immigrants comme des bouche-trous» en leur faisant occuper des emplois qu'ici personne ne veut. Lui-même noir, il a soutenu que les immigrants sont traités par les dirigeants politiques comme s'ils n'avaient «aucune valeur personnelle».

M. Armel Bendzi, d'origine africaine, a indiqué que parler français ne semble pas suffire pour s'intégrer à la société québécoise, puisque même les immigrants d'origine africaine qui parlent français ont peine à dénicher des emplois intéressants, a-t-il rappelé. Il a notamment critiqué «Mario Dumont (le chef de l'Action démocratique) qui a attisé la division, la haine entre les Québécois de souche et les Québécois qui viennent de l'étranger».

Au départ, 270 personnes étaient inscrites à ce forum de Sherbrooke, mais finalement 247 personnes se sont présentées, dont un imposant contingent de jeunes.

Il s'agit du dernier forum régional des citoyens à être tenu par la commission, avant l'aboutissement des travaux à Montréal.



Thursday » November
22 » 2007

Church officials won't back top Catholic's apology Ouellet asks forgiveness for church's past sins

Marianne White

The Ottawa Citizen

Thursday, November 22, 2007

Catholic Church officials yesterday sought to distance themselves from Quebec Marc Cardinal Ouellet, who in an unexpected mea culpa published in Quebec newspapers, asked forgiveness for past sexual abuse and discrimination committed by Catholics.

The Quebec City archbishop said "errors were committed" by Catholics and church officials prior to 1960 in Quebec. He cited the handling of sex scandals and attitudes that favoured "anti-Semitism, racism, indifference toward First Nations and discrimination against women and homosexuals." He also referred to sexual offences by saying "youngsters were subject to sexual aggression by priests."

The Canadian Conference of Catholic Bishops and the association of Quebec bishops refused yesterday to stand behind Cardinal Ouellet and stressed he "spoke only on his behalf."

"The bishops are free to say what they want in their diocese," said Sylvain Salvas, spokesman for the Canadian bishops. He said the organization doesn't intend to react to the letter or follow up on it.

While it is highly unusual for a bishop to make a public statement about the church's past wrongdoing, the Quebec church also made a mea culpa in 1990 to mark the 50th anniversary of women in Quebec gaining the right to vote in provincial elections. The church never addressed the issue of sexual offences at the time.

"It's a surprising move," said Université Laval theologian Gilles Routhier. "But Cardinal Ouellet is known for making comments that don't go unnoticed."

He also said it was "strange" that Cardinal Ouellet referred to a period before 1960, letting people conclude that since then nothing wrong has been done.

"And he is talking about things that were not committed under his leadership and that don't implicate him," added Mr. Routhier.

In his open letter, Cardinal Ouellet acknowledged that abuses of power tarnished the church's image and hindered its moral authority. "Forgive us for all this pain!" he wrote.

He said he decided to write the letter following his testimony before the commission on how to accommodate religious minorities in Quebec. He told the hearings three weeks ago that Quebecers' malaise over the integration of immigrants is rooted in their abandoning of the Catholic faith and said Quebecers should go back to their religious roots.

He said his open letter was inspired by John Paul II's apology in March 2000 for wrongs committed by Roman Catholics during the past millennium.

Cardinal Ouellet was not available for comment yesterday -- he was travelling to Rome -- and his spokeswoman said his intention was to get a "dialogue going between the church and the Quebec society."

"It's a gesture of reconciliation -- and it's very spontaneous," explained Isabelle Théberge.

Cardinal Ouellet is considered among the highest-ranking Roman Catholic officials in the country and is known for his conservative views. He is the Primate of the Catholic Church in Canada, but that is only an honorary title given to all Quebec City archbishops, since this is the oldest diocese in the country.

"That doesn't give him authority over other bishops," explained Mr. Salvas.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Thursday » November
22 » 2007

Half Ontario parents refuse HPV vaccine: health official

Charlie Fidelman

The Montreal Gazette

Thursday, November 22, 2007

The Ontario vaccine program that started this fall is floundering, a leading health official said yesterday.

"There are lessons to be learned from the Ontario experience. You don't want to undermine the program before you start," said Dr. Ian Gemmill, the medical officer of health for Kingston, Frontenac and Lennox & Addington Public Health.

Parents are refusing Gardasil, a newly-developed vaccine to prevent human papillomavirus (HPV), a sexually-transmitted infection that is identified as the major cause of cervical cancer.

"It's not something that typically we've seen with any other vaccine program we've had," said Dr. Gemmill, who has served on national and provincial committees on communicable diseases and immunization.

Fewer than 50 per cent of parents -- in some Ontario areas it's 28 per cent -- have agreed to vaccinate their girls, Dr. Gemmill told a conference on public health held in Montreal.

"This is a huge disappointment," said Dr. Gemmill, who blames popular media and scientific journals for stoking unfounded fears of the vaccine.

The federal government is making available \$300 million to the provinces for HPV vaccination.

Ontario's announcement that it will offer a vaccine to girls in Grade 8 came in August, a day after an article in the Canadian Medical Association Journal argued it is premature to offer the immunizations on a universal basis.

Lead author and McGill University epidemiologist Abby Lippman warned that the long-term effects of the Gardasil vaccine are not known.

Ms. Lippman argued that the disease isn't an epidemic and regular Pap tests are effective in detecting cervical cancer in early, treatable stages.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.